



PLATEFORME ELECTIONS CHAMBRES D'AGRICULTURE 2019 DU CONSEIL DE L'AGRICULTURE FRANÇAISE

Les élections aux Chambres d'Agriculture sont l'occasion pour la FNSEA, JA et la CNMCCA d'affirmer que l'agriculture c'est l'avenir. Face à la complexité d'un monde qui bouge de plus en plus vite, l'agriculture française relève de nombreux défis : la performance économique, la multiplication des attentes sociétales, le défi alimentaire ou encore la révolution numérique. Le monde agricole a toujours su s'adapter. Il y a 60 ans, il a permis de répondre aux besoins alimentaires de la population française. Il y a 20 ans, il a été un des acteurs majeurs du développement durable en articulant économie, environnement et développement territorial. Aujourd'hui, les transformations sont multiples et jamais le monde agricole n'a relevé autant de défis simultanément.

Les paysans ont la capacité de faire face à ces enjeux car notre savoir-faire agricole est un atout pour notre économie et la ruralité. Encore faut-il que nous redonnions une véritable ambition agricole, en plaçant le projet agricole au cœur des priorités de la Nation.

Notre pays dispose d'un potentiel particulièrement favorable pour le développement de filières animales et végétales d'excellence qui doivent être préservées. La diversité agricole présente sur l'ensemble des territoires est une grande richesse !

N'oublions pas non plus que le secteur agricole et agroalimentaire français représente près de 6 % de l'emploi en France, soit 1,45 million d'emplois (en équivalent temps plein). Sa contribution au PIB est de près de 4 % soit plus de 7 fois la valeur ajoutée de l'industrie automobile. Enfin, le secteur agricole et agroalimentaire participe très positivement à la balance commerciale française avec un solde excédentaire de 9 milliards d'euros.

Pour relever les défis, il est indispensable d'accompagner tous les agriculteurs. En jouant collectif, nous sommes plus forts. Nous avons construit depuis un siècle notre puissance agricole de cette façon. C'est sur ces mêmes bases que nous offrirons un véritable avenir aux agriculteurs et agricultrices de notre pays.

C'est pour cela que nous souhaitons réaffirmer nos convictions profondes :

AFFIRMER UNE VÉRITABLE AMBITION ÉCONOMIQUE POUR L'AGRICULTURE

Il faut remettre l'agriculture au cœur des priorités et réaffirmer son rôle stratégique. Il faut enrayer une baisse tendancielle du nombre d'agriculteurs qui risque de s'accompagner d'une perte globale de valeur, ne plus perdre d'agriculteurs en donnant l'envie et les moyens aux jeunes de s'installer sur des exploitations économiquement viables. Il est primordial de redonner de la visibilité et de la confiance en l'avenir pour que l'agriculture française puisse exprimer pleinement son potentiel. Avoir de la visibilité permet d'investir et de moderniser les outils de production. Être en confiance permet de croire en l'avenir et d'entreprendre. Le soutien à l'investissement et à la modernisation des outils de production ainsi que le développement de l'innovation et du numérique sont autant de réponses à promouvoir face au défi des marchés afin de créer de la valeur, notamment par l'émergence de nouveaux débouchés.

Mais pour répondre aux marchés et aux nouveaux besoins des consommateurs, il est également nécessaire de disposer d'organisations de producteurs et de coopératives fortes. Davantage structurées, les filières agricoles doivent apporter des réponses adaptées en particulier en termes d'offre. C'est bien aux filières agricoles et agroalimentaires et donc aux acteurs agricoles qu'incombe la responsabilité de créer de la valeur en lien avec les marchés.

Au-delà de ces priorités, l'agriculture française a besoin de retrouver de la compétitivité, et de la performance économique pour gagner des parts de marchés notamment en Europe, et retrouver sa position de leader européen et de champion de l'exportation. Les exploitations agricoles ont besoin d'une vraie politique de compétitivité. Afin de favoriser le développement des projets agricoles, celle-ci doit se traduire par une baisse des charges, la fin des surtranspositions des normes européennes et la réduction des contraintes administratives.

RENFORCER LA RESILIENCE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Face à l'accroissement des aléas climatiques, sanitaires et de marché, il est indispensable d'instaurer une politique ambitieuse de gestion des risques. Elle doit être portée par les différents acteurs concernés, mais aussi par l'Etat, garant de l'équilibre économique des réponses apportées.

Les solutions ne doivent pas être exclusives mais complémentaires et les moyens mobilisés doivent s'articuler entre eux. Le développement d'outils de gestion des risques, notamment les assurances climatiques, les fonds de mutualisation des risques sanitaires et les fonds de stabilisation du revenu dans le cadre d'une future PAC rénovée, doivent être encouragés.

Enfin, les dispositifs d'épargne de précaution, qui sont actuellement en cours d'évolution, doivent être promus au niveau des exploitations.

Les agriculteurs sont prêts à prendre leurs responsabilités en matière de gestion des risques pour leur entreprise agricole, à condition qu'ils disposent d'une « boîte à outils » efficace.

PROMOUVOIR UNE REMUNERATION JUSTE POUR LES PRODUCTEURS AU SEIN DES FILIERES

Les agriculteurs doivent disposer d'une rémunération juste de leur production et pouvoir vivre dignement de leur travail comme chacun de nos concitoyens. Pour cela, il est indispensable de réaffirmer que les prix alimentaires ne peuvent être une variable. Avec la baisse de la part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages, les filières agricoles ont su offrir une alimentation désormais accessible à tous les consommateurs. Mais la course aux prix bas est destructrice d'emplois et de pouvoir d'achat en agriculture.

Les dispositions débattues dans le cadre de la loi issue des Etats généraux de l'alimentation doivent être mises en œuvre. Chacun doit prendre ses responsabilités.

REDONNER DU SENS AU PROJET AGRICOLE EUROPEEN

L'agriculture française a besoin d'une Europe forte porteuse d'une ambition qui donne du sens au projet agricole européen. La Politique Agricole Commune (PAC) a été le ciment de la construction européenne. Pour que l'agriculture reste un enjeu stratégique, il faut repenser le projet agricole européen pour qu'il soit capable de relever les nouveaux défis et, en premier lieu, de combler les insuffisances actuelles de la PAC. Pour cela, la PAC doit notamment contribuer à la compétitivité et à la croissance de l'agriculture européenne, favoriser la résilience des exploitations face aux turbulences économiques ou climatiques et faciliter sa transformation. Performance, résilience et durabilité doivent être les priorités de la future PAC. Face à ces priorités, le budget de la PAC doit être à la hauteur des attentes.

PRODUIRE UNE ALIMENTATION DE QUALITE QUI REPONDE AUX ATTENTES DES CONSOMMATEURS

L'agriculture a su assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire en répondant aux besoins d'une population en forte augmentation avec des produits conformes à des normes sanitaires de plus en plus strictes et s'adapter aux attentes des consommateurs en termes de qualité et de prix.

Les évolutions des besoins des consommateurs, les attentes sociétales croissantes en matière de santé, d'environnement ou de bien-être animal conduisent à une mutation du modèle agricole qui repose sur l'innovation et l'usage des données. Cela nécessite des investissements lourds dans un contexte mondial très concurrentiel et donc une bonne compétitivité. L'agriculture doit être soutenue et accompagnée par les pouvoirs publics nationaux et européens dans cette transformation progressive en cours.

CONTRIBUER A RENDRE LES TERRITOIRES ENCORE PLUS DYNAMIQUES

L'agriculture est au cœur des territoires ruraux et y apporte de l'activité économique. Le développement de projets territoriaux réunissant les acteurs économiques et sociaux doit être encouragé en confortant les dynamiques locales qui apportent de la vitalité et créent de l'emploi et de la vie dans nos territoires. Le maintien des services de proximité, la lutte contre les déserts médicaux et la suppression des zones blanches sont autant de priorités qui contribueront à redynamiser les territoires ruraux.

ACCOMPAGNER LES PLUS FRAGILES

Face à une concurrence exacerbée sur les marchés à l'échelle européenne ou internationale, et à une mutation du modèle agricole qui nécessite des investissements lourds, l'accompagnement des plus fragiles est un impératif car il ne faut laisser personne sur le bord du chemin. Le monde agricole a su montrer au cours de son histoire sa capacité à apporter du soutien et de la solidarité. Les valeurs humanistes sont au cœur de notre vision de l'agriculture.

L'accompagnement des agriculteurs en difficulté doit se traduire par une réelle politique de prévention et de détection en partenariat avec l'ensemble des acteurs économiques et sociaux.

Ces convictions portées par la FNSEA, JA et la CNMCCA traduisent notre ambition pour une agriculture française qui offre des perspectives à toutes les agricultrices et tous les agriculteurs, notamment en assurant le renouvellement des générations. Nous sommes convaincus que notre agriculture est un secteur stratégique et que nous aurions tort de croire que nous sommes définitivement à l'abri des grandes crises alimentaires.